

LEXIQUE DE DROIT COMMERCIAL

A

Abus de domination : Il s'agit du comportement adopté par une entreprise commerciale consistant à abuser de sa puissance économique. Cette puissance économique n'est pas condamnable en soi, c'est seulement l'abus qui en est fait qui l'est. Cet abus peut alors prendre la forme d'un « abus de position dominante », c'est-à-dire le fait pour une entreprise d'abuser de sa place prépondérante sur un marché en adoptant des comportements nocifs pour la libre concurrence. Il peut de même prendre la forme d'un « abus de dépendance économique », c'est-à-dire le fait pour une entreprise de profiter de l'état de dépendance économique d'une autre par rapport à elle.

Achat pour revente : Il s'agit de l'acte de commerce par excellence : ***il consiste à acquérir un bien (meuble ou immeuble) en vue de le revendre, et d'effectuer un bénéfice***. Le simple fait de procéder à des achats pour revente de façon répétée suffit à conclure à une commercialité de fait.

Acte mixte : Il s'agit d'un acte disposant d'une nature hybride, et intéressant de ce fait deux parties : pour l'une, il est acte de commerce, et pour l'autre acte civil (exemple : le programme MIPE, qui est un acte civil pour les étudiants, à savoir un achat, et un acte de commerce pour le commerçant, à savoir l'achat pour revente).

Agriculteur : selon art 2 L 30 déc 1988 est l'individu qui exerce toutes **activités** correspondant à la **maîtrise** et à **l'exploitation** d'un **cycle biologique de caractère végétal ou animal** et **constituant 1 ou plusieurs étapes nécessaires au déroulement de ce cycle**, ainsi que celui qui exerce les activités qui sont le **prolongement de l'acte de production** ou **qui ont pour support l'exploitation**

Amiable compositeur : Il s'agit d'un arbitre ayant reçu des parties le droit de rendre sa décision non seulement sur le droit, mais aussi en équité et sans observer les règles habituelles de la procédure. Il dispose donc d'une plus grande liberté de manoeuvre.

Artisan : L'artisan est une **personne physique ou morale n'employant pas plus de 10 salariés** et **exerçant une activité professionnelle de production**(activité éco de création, fabric°, culture de produits finis ou de biens artistiques, industriels..), **de transformation**(activité de modifi° ds la forme d'une chose qui n'entraîne pas créaion, de produits finis ou biens artistiques ,industriel..), **de réparation**(travaux effectués sur une chose en vue de sa conservation ou entretien) **ou de prestation de service**(activité de fourniture d'avantage appréciables en argent [ouvrage, gestion, conseil..] en vertu de divers contrats) **relevant de l'artisanat et résultant d'une liste établie par décret en Conseil d' Etat**. De plus, **ses revenus proviennent de son travail manuel**.

Les artisans ne spéculent donc pas sur le travail d'autrui ⇔ pas ou peu de machines et d'employés
Bénéficie de la législation sur les baux ccix, location-gérance, fds de cce, procédures collectives.

Agent commercial : mandataire qui, à titre de profession indépendante, sans être lié par un contrat de travail, est chargé de façon permanente de négocier et éventuellement de conclure les contrats au nom et pour le compte de commerçant ou même d'autres AC .Il n'est pas cct, il exerce donc une activité civile dans la mesure où il n'agit pas pour son propre compte. Ainsi il accomplit des actes de commerce pour le compte et au nom du commerçant.

B

Bail commercial : Il s'agit d'un contrat de bail portant sur un immeuble dans lequel le locataire exploite un fonds de commerce ou un fonds artisanal dont il est propriétaire. La particularité du bail commercial (par rapport au bail

civil) est que le locataire dispose d'un véritable droit au renouvellement, ce qui lui confère ce que l'on appelle faussement une « propriété commerciale ».

Bail emphytéotique : Il s'agit d'un bail de très longue durée, pouvant atteindre 99 ans et portant sur un bien immeuble. Il est exclu du régime général des baux commerciaux à raison de ses caractères exceptionnels.

C

Centrale d'achat et de référencement :

Quelle que soit leur taille, les cõt peuvent constituer une centrale d'achat généralement sous forme de SA ou SAS qui aura la qualité de commissionnaire et va acheter pour le compte de ses associés, les cõt qui l'ont créée. Donc cette centrale est liée avec les cõt par un contrat de commission et des contrats de sté.

Clause compromissoire : Intégrée à un contrat, une telle clause prévoit qu'en cas de litige, les parties s'engagent à saisir une formation arbitrale. Cette clause doit, à peine de nullité, désigner expressément l'arbitre ou bien, à défaut, les modalités de désignation d'un tel arbitre.

Clause d'échelle mobile : Il s'agit d'une clause insérée dans un contrat à exécution successive (tel un contrat de bail), et en vertu de laquelle la valeur d'une prestation est liée à la valeur d'un bien, d'un service ou du coût de la vie.

Clause de ducroire : a pour objet de rendre le commissionnaire garant de la bonne fin de l'opération → hausse de la responsabilité du commissionnaire car il est dans l'obligation de respecter ce à quoi il s'est engagé.

Clientèle : Élément indispensable du fonds de commerce, la clientèle est l'ensemble des personnes qui sont en relation d'affaire avec un commerçant. La clientèle doit être commerciale (c'est-à-dire entretenue par un commerçant, et non par un commerçant de fait : une SCI qui développerait des activités commerciales ne disposerait pas d'une clientèle au sens du droit commercial, car cette SCI serait commerçant de fait) et propre au commerçant considéré.

Commerçant : ***Le commerçant est la personne (physique ou morale) qui exerce des actes de commerce en son nom propre, pour les besoins de sa profession commerciale (il n'est pas salarié) et qui en fait son activité habituelle.***

Commerce : Ce terme englobe toutes les activités économiques comme le négoce, l'industrie ou encore la banque, à l'exception des activités artisanales, agricoles et les professions libérales.

Commercialité de fait : Il s'agit de l'hypothèse dans laquelle une **personne qui n'est pas immatriculée au registre du commerce et des sociétés exerce tout de même une activité commerciale**. Dans une telle hypothèse, **elle ne profitera pas des avantages inhérents au statut de commerçant mais seulement des inconvénients (preuve, solidarité...), et pourra être dénoncée à tout moment**.

Commercialité par l'accessoire : La commercialité par l'accessoire signifie que le caractère commercial d'un acte sera attribué tantôt par la nature commerciale de la personne qui l'accomplit (en ce sens, un acte pourra être commercial si c'est un commerçant qui le réalise ; cela ne signifie pas pour autant que tous les actes accomplis par un commerçant sont des actes commerciaux), tantôt par le caractère commercial d'un acte principal dont il est l'accessoire.

Commercialité par la forme : Il s'agit du principe selon lequel il existe des personnes morales dont le caractère commercial est établi au regard de leur forme, et selon des dispositions légales. Autrement dit, le législateur prévoit que dès lors que des personnes morales prennent certaines formes, elles deviennent automatiquement commerciales.

Commission : La commission est un contrat en vertu duquel le commissionnaire fait des opérations commerciales pour le compte d'autrui mais en son nom propre. C'est donc le commissionnaire et lui seul qui s'engage envers le tiers avec lequel il traite.

Commissionnaire : intermédiaire qui conclut en son nom propre des opérations pour le compte d'autrui. C'est un mandataire sans apparaître comme tel aux yeux des 1/3

Compromis : Il s'agit d'une convention par laquelle les parties à un litige préexistant décident de soumettre leur litige à une formation arbitrale. Le compromis doit, à peine de nullité, déterminer l'objet du litige et désigner un arbitre ou, à défaut, les modalités de désignation d'un tel arbitre.

Concession immobilière : Il s'agit d'un contrat par lequel le propriétaire d'un immeuble en attribue la jouissance pendant au moins 20 ans et contre rémunération annuelle à un preneur qui peut y apporter tous les aménagements de son choix. Ce type de contrat est ignoré par le régime général des baux commerciaux.

Confusion : Il s'agit d'une pratique prohibée par le principe de la libre concurrence, et consistant pour une entreprise commerciale à créer dans l'esprit du consommateur une assimilation, ou du moins des similitudes entre deux produits différents, ce en vue de favoriser l'un d'entre eux.

Conjoint associé : Il s'agit de l'hypothèse dans laquelle le conjoint de celui qui détient le fonds de commerce et ce dernier décident d'exploiter leur entreprise comme une société. Contrairement au droit commun, le conjoint associé n'apporte pas forcément une part de capital.

Conjoint collaborateur : Il s'agit de l'hypothèse dans laquelle le conjoint de celui qui détient le fonds de commerce agit comme mandataire au sein de l'entreprise. Contrairement au droit commun, le conjoint collaborateur n'engage pas ses biens dans l'entreprise commerciale de son conjoint.

Conjoint salarié : Il s'agit de l'hypothèse dans laquelle le conjoint de celui qui détient le fonds de commerce devient véritablement le salarié de ce dernier. Il existe de ce fait un lien de subordination entre les conjoints, si bien que le conjoint salarié bénéficie de toutes les protections attribuées habituellement aux salariés.

Convention d'occupation précaire : Il s'agit d'un contrat par lequel une personne met son local à la disposition d'un tiers moyennant loyer à titre précaire. Il n'y a aucune durée spécifiée, on parle juste de précarité, et c'est la raison pour laquelle le régime général des baux commerciaux ignore ce type de contrat.

Courtier (**art L 131-1 Ccom**) C'est donc un intermédiaire indépendant chargé, moyennant rémunération (le courtage), de mettre en rapport des personnes désirant conclure ou conclure lui-même le contrat.

Crédit-bail : Lorsqu'une entreprise souhaite acquérir des biens meubles onéreux ou des biens immeubles, elle doit souvent recourir au crédit. Le crédit-bail (ou leasing) consiste alors pour un établissement de crédit à acquérir les biens qu'escompte cette entreprise, puis à lui louer. Le loyer ainsi versé équivaut alors au remboursement du crédit. Au terme du bail, l'entreprise peut alors racheter les biens en question.

D

Déspécialisation : Elle consiste pour le locataire d'un local commercial à changer l'activité qu'il avait conventionnellement prévue, c'est-à-dire indiquée dans le bail, afin d'opter pour une activité plus lucrative. Cette déspécialisation peut alors être partielle (dans l'hypothèse où il se contente d'adjoindre à son activité première une ou plusieurs activités accessoires), plénière (dans l'hypothèse où il change complètement son activité ; il doit alors obtenir l'autorisation du bailleur) ou encore par cession (soit le fait pour le locataire désireux de cesser son activité de céder son bail ; il doit alors signifier cette volonté au bailleur).

« **Diminution pour excès** » : Dans le cas des actes de commerces effectués par des majeurs sous S de J quand il s'agit d'une dépense inconsidérée eu égard aux besoins de l'intéressé à l'état de sa fortune »

E

Entente : Il s'agit d'une pratique consistant pour des entreprises commerciales, mais aussi pour des ordres professionnels ou encore des syndicats à établir

Entreprise : Il s'agit d'une unité économique qui implique la mise en oeuvre de moyens humains et matériels de production ou de distribution des richesses reposant sur une organisation préétablie et ayant pour finalité la réalisation d'un profit.

F

Fonds de commerce : Il s'agit de l'ensemble des éléments mobiliers corporels (des marchandises, par exemple) et incorporels (une enseigne, par exemple) qu'un commerçant ou un industriel regroupe et organise en vue de rechercher une clientèle. Le fonds de commerce constitue une entité juridique distincte des éléments qui le composent. Il est véritablement un bien, et peut donc être vendu.

Fonds de location : Il s'agit de l'hypothèse dans laquelle un mineur hérite d'un commerce. Dans ce cas, et étant donné que les mineurs n'ont pas la capacité juridique d'exploiter un fonds de commerce, le commerce est confié à un tiers qui en assure la gestion jusqu'à la majorité de l'héritier : c'est le fonds de location.

G

Gérant succursaliste : personne liée au propriétaire du fonds par un contrat de mandat qui lui donne le pouvoir d'agir au nom et pour le compte de la personne qu'il représente

I

Indemnité d'éviction : Il s'agit d'une indemnité due par le bailleur au locataire d'un local commercial lorsqu'il refuse à ce dernier le renouvellement du bail commercial en question. Cette indemnité peut être très forte, si bien qu'elle constitue une nette incitation au renouvellement du bail.

Injonction de payer : Il s'agit d'une procédure simplifiée à l'extrême, et permettant à un créancier d'obtenir de son débiteur le paiement de ses petites créances commerciales (ou civiles) en obtenant du Président du tribunal de commerce la délivrance d'une injonction de payer à l'encontre du débiteur. Ce dernier est alors en mesure de contester l'existence de la créance, et peut former une opposition à l'injonction. Cette opposition a alors pour effet de saisir le tribunal de commerce pour l'ensemble du litige.

Infraction de marchandage : fourniture de main d'œuvre qui a pour effet de causer un préjudice aux salariés car les lois et conv^o collectives sont élludées.

L

Lettre de change : Il s'agit d'un titre de crédit en vertu duquel une personne (le tireur) donne l'ordre à son débiteur (le tiré) de payer un tiers (le porteur) une certaine somme d'argent à une date déterminée.

Liberté des prix : Il s'agit d'une composante du principe de la libre concurrence, selon laquelle les prix sont librement déterminés par le jeu de la concurrence (et non plus par voie d'ordonnance comme ce fut le cas jusqu'en 1986).

Libre concurrence : Issue du principe révolutionnaire de la liberté du commerce et de l'industrie, la libre concurrence emporte pour les entreprises commerciales le libre choix des techniques de vente qui leur paraissent les meilleures. Cette liberté doit toutefois s'exercer dans la loyauté et le respect des entreprises commerciales concurrentes.

Location-gérance : Il s'agit d'un contrat par lequel le propriétaire d'un fonds de commerce décide de confier l'exploitation de ce fonds à un tiers. Ce dernier, appelé gérant, exploite alors le fonds en son nom, pour son compte et à ses risques et périls. La contrepartie est le versement au propriétaire du fonds d'un loyer ou d'une redevance.

M

Marchandises : Il s'agit des éléments acquis par le commerçant en vue d'être revendus par lui. Les marchandises forment ce que l'on appelle le stock.

Mandat : Contrat par lequel une personne (le mandant) confère à une personne qui en accepte la charge (le mandataire) le pouvoir et la mission d'accomplir pour elle et en son nom (= à titre de représentant) un acte juridique (vente, achat, gestion immobilière..)

N

Nom commercial : C'est celui sous lequel le commerçant – personne physique exerce son activité. Il peut s'agir de son patronyme, ou bien même d'un pseudonyme de son choix. Le nom commercial est un bien meuble incorporel ; à ce titre, il peut librement être cédé. En cas de commerçant – personne morale, on parle de dénomination sociale.

P

Pouponnage électronique : Il s'agit d'une pratique consistant par exemple à attribuer au consommateur des bons de réductions visant à le détourner d'une marque à laquelle il est habitué.

Prix imposé : Il s'agit d'une pratique prohibée par le principe de la libre concurrence, et visant à imposer un caractère minimal au prix de revente d'un produit ou d'une prestation de service.

R

Résolution : anéantir le contrat **rétroactivement**

Résiliation : anéantir le contrat **pour l'avenir**

S

Société : Il d'un acte juridique par lequel deux ou plusieurs personnes (voire, exceptionnellement, par une seule personne) décident de mettre en commun leurs biens ou leurs industries dans le but de partager les bénéfices, les économies ou les pertes qui pourront en résulter.

Sous traitante : opération par laquelle l'entrepreneur confie par un sous traité et sous sa responsabilité à une autre personne (le sous traitant) tout ou partie de l'exécution du contrat d'ets.

V

Valeur locative : Elle est déterminée par 5 critères : les caractéristiques du local considéré (sa surface, son agencement...), la destination des lieux, les obligations respectives des parties, les facteurs locaux de commercialité (la facilité d'accès le quartier...) et les prix couramment pratiqués dans le voisinage.

Vente à perte : Il s'agit d'un comportement prohibé par le principe de la libre concurrence, et consistant pour un commerçant à revendre un produit en l'état à un prix inférieur à son prix d'achat effectif. Toutefois, cette pratique sera exceptionnellement autorisée, s'agissant de produits périssables, saisonniers ou encore démodés...

Vente avec prime : Il s'agit d'une pratique prohibée par le principe de la libre concurrence, et consistant à « offrir » au consommateur un cadeau lorsqu'il achète un produit donné en réalité, la valeur du cadeau est intégré au prix de vente ; il ne s'agit donc absolument pas d'une prime). Cette pratique demeure toutefois autorisée en ce qui concerne les menus produits et les échantillons.

Vente sauvage : Il s'agit d'un comportement réprimé par le principe de la libre concurrence, et visant à vendre des produits ou fournir des services sur le domaine public sans avoir préalablement obtenu une autorisation préfectorale (exemple : la vente sauvage de muguet au bord d'une route).

Voyageur représentant placier :

Représentant de cce salarié, visitant la clientèle dans un secteur fixe, n'accomplissant aucune opération cciale pour son compte personnel, exerçant la représent° cciale de façon exclusive et constante pour le compte d'1 ou plusieurs employeurs.